

LAFLEUR EN LUTTE



La Vie de l'Union Départementale CGT dans la Somme



Débrayage à la polyclinique de Picardie

Sommaire

- 01** Edito

- 02** Mobilisation des téléconseillers

- 03** Elections municipales dans la Somme

- 04** Conseillers prud'hommes

- 05** Désindustrialisation

- 06-07** Lutte à la polyclinique de Picardie

- 08** USA / Minneapolis

- 09-10** Hommage à nos disparus

- 11** Congrès CHIBS

- 12-15** Photos

- 16** Pub Macif

- 17** Retraités

- 18** NAO Bonduelle

- 19** Communiqué des journalistes CGT

- 20** Lafleur : quel lien avec la CGT



22% : c'est l'écart persistant de revenu salarial moyen entre les femmes et les hommes en 2024.

Un écart causé par les situations connues de pauvreté : secteurs précaires, temps partiels subis, carrières inaccessibles, obligations domestiques ; un écart causé par des stéréotypes de genre, ancrés et subis, qui ne sont pas déconstruits dans les espaces de socialisation et de formation. **Faute de moyens, faute de budgets, mais surtout, faute de volontés.**

En juin prochain, la France devra appliquer, malgré elle, la **directive européenne sur la transparence des rémunérations**. Un levier pour l'égalité salariale, mais qui doit d'abord traverser le parcours du combattant des négociations avec l'État et les patrons, qui sans rapport de forces suffisant, finira comme beaucoup d'autres sujets, vidé de son contenu, car le droit des femmes pour ces institutions, ce n'est pas un cheval de bataille, **c'est un caillou dans leur arsenal d'oppressions.**

Les logiques patriarcales, on les dénonce au travail, on les combat dans nos luttes syndicales, mais on sait qu'elles s'immiscent dans les vécus les plus intimes du quotidien, et jusqu'aux plus hauts rouages du pouvoir.



La vidéo de l'intervention de Marion sur la page facebook de l'UD



Au Moyen-Orient, en Palestine, et aujourd'hui en Iran, les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ figurent dans les leurre des impérialistes pour faire pleuvoir des bombes et génocider des peuples, pendant que le ministre de la Défense des États-Unis relaie des groupuscules masculinistes **qui veulent en finir avec le droit de vote des femmes.**

Le gouvernement Trump détruit les centres IVG, interdit les thérapies de conversion, traque les familles supposées étrangères, armé d'une milice prête à tuer pour appliquer ses politiques.

Main dans la main et bras tendus avec les extrêmes droites de tous poils, **leurs projets sont puants et fascistes, mais ils n'en ont rien à faire, parce que pour conserver les privilèges, tout est bon.**

En France, nos dirigeants reprennent sans sourciller les éléments de langage de collectifs racistes et islamophobes comme Némésis, qui usurpent aussi la cause féministe dont ils ne portent ni l'histoire ni le combat, et s'acharnent à saboter nos luttes, en brouillant les repères, en œuvrant au renversement des valeurs, pour dérouler le tapis brun à leurs alliés néo-fascistes.

Mais nos luttes sont solidaires et nous ne transigerons pas. Une pensée aujourd'hui pour toutes les sales connes qui luttent dans le monde entier, pour leurs droits et leurs libertés :

Nous sommes fortes, nous sommes fières, féministes, antifascistes et en colère.

Marion Brusadelli,
secrétaire générale
UL CGT Grand Amiens

A Amiens, les syndicalistes du téléconseil se mobilisent !

L'année 2026 a commencé sur les chapeaux de roues pour la CGT ! Lundi 19 et mardi 20 janvier ont vu l'affluence de téléconseillers de toute la France.

La raison ? Une initiative fédérale visant à mobiliser dans la Somme. Au programme : tractage, conférence de presse, discussions et camaraderie...

Le lundi 19 janvier a commencé tôt pour les syndicalistes. En effet, la capitale de la Somme a de nombreux centres d'appels et le Syndicat Départemental a **organisé le déploiement simultané d'une vingtaine de militants devant 6 entreprises (Médiamétrie, Konecta, ...) à partir de 7h00.**

Ces opérations de tractage ont permis de rencontrer environ un millier de salariés !

Après cette matinée de tractage, rendez-vous au Syndicat Départemental pour partager un temps convivial. Les syndicalistes débriefent, débattent et élaborent. **Sur chaque site, les retours sont unanimes : l'organisation des travailleurs est nécessaire face au patronat de plus en plus agressif !**

Ils poursuivent la journée à la Bourse du Travail pour une conférence de presse : journalistes et élus viennent à la rencontre des militants. Encore une fois, le constat est clair : conditions de travail, salaires, ... **les centres de téléconseil sont des laboratoires de répression syndicale et de négation du code du travail.**

Le mardi 20 février était l'occasion d'une réunion plénière du collectif. Les syndicalistes ont pu échanger et débattre une dernière fois ... Jusqu'à la prochaine initiative qui ne saurait tarder !

Ugo Lemaire, membre de la CE de l'UD CGT Somme



Élections municipales dans la Somme

Le 22 mars dernier a eu lieu le second tour des élections municipales. Cette année encore le **grand vainqueur est l'abstention.**

Nous regrettons cela car ce sont les travailleurs les plus précaires qui majoritairement ne vont pas voter, et qui par ce fait ne sont pas représentés.

Lors de ces élections nous pouvons nous satisfaire de deux choses : premièrement **l'extrême droite n'a gagné aucune commune de plus de 1500 habitants dans la Somme** malgré leur progression non négligeable et leur arrivée dans certains conseils municipaux.

C'est important car les municipalités dirigées par le RN sont de **véritables laboratoires à ciel ouvert pour leur politique de haine du progressisme et de casse des services publics de proximité.**

Preuve en est des premières mesures à Carcassonne où le nouveau maire RN a pris comme première mesure un arrêté anti mendicité et une coupe des subventions pour la Ligue des Droits de l'Homme.

Deuxièmement, nous pouvons nous réjouir du passage des deux plus grandes villes du département (Amiens et Abbeville) à gauche. Ce n'est bien évidemment pas pour nous une victoire définitive et nous nous **devons en tant que syndicalistes de maintenir la pression afin que nos revendications locales soit entendues** et que ce ne soit pas un énième coup d'épée dans l'eau à base de promesses électorales non tenues.

La CGT se doit de rester indépendante vis-à-vis de la municipalité et de rester vigilante contre toute compromission avec des politiques libérales locales. **Avis aux nouveaux élus : nous serons toujours là pour vous rappeler vos engagements vis-à-vis des travailleurs, retraités, jeunes et privés d'emplois.**

Ces élections ne sont que le point de lancement d'une longue séquence qui va être déterminante pour l'histoire de notre pays et la suite de nos luttes et de nos revendications.

Continuons à combattre la haine et la compromission au libéralisme sous toutes ses formes, dans nos entreprises, dans la rue et partout autour de nous.

Baptiste Tutin, membre du bureau de l'UD CGT 80



Les conseillers prud'hommes de la CGT

Le renouvellement des conseillers prud'hommes pour les années 2026 à 2029 a été validé.

Nous avons une équipe de 20 conseillers répartis sur les trois CPH d'Amiens, d'Abbeville et de Péronne.

Pour Amiens

Section industrie

LOUCHET Nicolas
DANJOU Isabelle
DANTEN Angélique
COLOMBEL Anne
HALEINE Fabien

Section commerce

BAZIN Catherine
CARON Julien
BOURGEOIS Jeremy
CARON Thibault

Section Activités diverses

DEFRANCOIS Flore
ANCELE DETOURNE Barbara

Pour Abbeville

section industrie

CATEL Marcel
ROUCOUT Jacky

Section commerce

DETERPIGNY Emilie
LARIVIERE Vincent

Section activités diverses

OUTREBON Véronique

Pour Péronne

Section industrie

JOLY Jean-Jacques
LEMAIRE Stéphane

Section commerce

DANEZ Sylvain

Section activités diverses

GUEANT Karine



Les nouveaux Conseillers-eres Prud'hommes.

Angelique Denten, Fabien Haleine, Emilie Deterpigny, Barbara Ancelle
Detourné, Stephane Lemaire,
Thibaut Caron, Jeremy Bourgeois, Julien Caron.

La désindustrialisation est elle inévitable ou organisée par le gouvernement ?

Après le vote à l'Assemblée nationale, les camarades d' Arcelor Mittal avec leur fédération et leur union départementale du Nord, se sont une nouvelle fois rassemblés devant le Sénat pour exiger la nationalisation de leur entreprise. Projet rejeté par le Sénat... Qui avait pourtant été adopté à l'Assemblée nationale. Macron continue de faire la sourde oreille.

Le gouvernement pourrait prendre des mesures. **L'hémorragie industrielle continue dans notre département.**

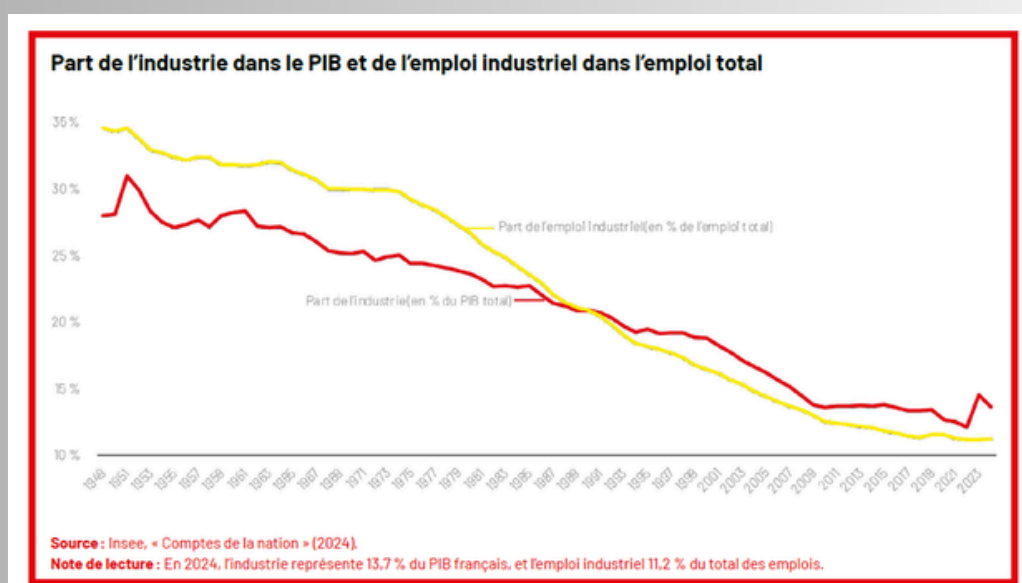
Après Automotiv, Ynsect, Valeo, SFG, c'est le Vimeu qui est touché avec la mise sous redressement judiciaire de Decayeux à Feuquières en Vimeu. Une hémorragie qui touche tous les secteurs... **Et une distribution d'argent public sans aucune contrepartie qui continue, les cadeaux aux entreprises constituant toujours la moitié du budget de L'État.**

Ils n'y peuvent rien ? C'est le marché, la concurrence ? Le respect de la concurrence libre et non faussée, qui interdirait de «s'ingérer». Mais alors comment trouvent-ils les moyens pour leur **déverser 250 milliards pour leur faire des cadeaux ?**

Ces règles, ce sont les règles du capitalisme. **Des règles en contradiction avec les intérêts des travailleurs.**

La question posée est de sortir du boite par boite, de construire le rapport de force, de se diriger avec nos revendications de maintien de tous les emplois, en direction du gouvernement qui permet, collabore à ces destructions massives.

Kévin Crepin, SG UD Somme



Retour sur le mouvement de grève de la Polyclinique de Picardie

Tout part d'une prime qui n'était plus versée.

Un accord existant dans l'entreprise dit « prime d'assiduité au trimestre » n'était plus applicable en l'état car une clause collective de 9 % sur le taux d'absentéisme était dépassée.

De ce fait, même les salariés non absents lors du trimestre n'avait pas la prime.

Ce taux sur les 9 derniers mois a atteint jusqu'à 13,5 % dû à un changement de direction, des conditions de travail dégradées, un management toxique et 40 démissions en 1 an sur 220 salariés.

Après plus de 6 mois de discussions avec la direction et plusieurs propositions de modifications de l'accord, demandées par le syndicat CGT de la Polyclinique de Picardie, c'est une fin de non recevoir de l'employeur.

Lors d'une ultime demande des élus à la réunion de CSE du lundi 12 janvier 2026, la direction reste sur ses positions.

Une assemblée générale est organisée le jeudi 15 janvier où participeront une centaine de salariés.

La grève reconductible et illimitée est votée à une large majorité avec 3 revendications :

- 1) Modification de la prime d'assiduité par la suppression de la clause collective.
- 2) Création d'un plan de recrutement pour les postes et métiers en tension.
- 3) Augmentation générale des salaires pour tout le monde à hauteur de 400€ Nets/mois.

Le préavis est déposé le lendemain, le vendredi 16 janvier à 12h00, dans la foulée, la direction nous convie à ouvrir des discussions à 14h00.

Après 2h00 de débats stériles, la grève est maintenue et débutera le lundi 19 Janvier à 7h30 au siège de la polyclinique de Picardie à Amiens et à l'établissement du Val d'Ancre à Albert (établissement secondaire), le piquet de grève est installé au siège à Amiens, devant la clinique.



Lundi, mardi, mercredi matin, aucunes nouvelles de la direction, aucune rencontre avec la délégation et plus de 75 % de grévistes.

La clinique est vide de tout patient depuis le lundi soir, toutes les interventions chirurgicales sont déprogrammées, il ne reste que les consultations des médecins libéraux qui sont assurées.

Une première rencontre a lieu le mercredi après-midi mais ne donne rien, en assemblée générale les salariés grévistes votent la reconduction du mouvement au jeudi 22 janvier.

Nous avons le soutien des médecins, un collectif se met en place et met la pression sur la direction afin de trouver une issue favorable dans le cadre de la revalorisation de nos salaires.

Nous les remercions encore et notamment pour le soutien financier au travers de leurs dons.

Le jeudi, les discussions avancent et la direction cède sur le point 1 et 2, pour l'augmentation des salaires, ils proposent 25€ Nets.

En assemblée générale, la grève sera reconduite au lendemain.

Le vendredi 23 janvier une nouvelle rencontre au cinquième jour en après-midi, la direction nous propose 50€ nets d'augmentation, proposition refusée par l'ensemble des salariés grévistes.

Le mouvement se poursuit le samedi et dimanche, avec quelques salariés en grève

car la grande majorité travaillant du lundi au vendredi mais le piquet est levé pour le week-end.

Négociation le dimanche à la demande de la direction et proposition de 75€ nets, la réponse est apportée le lendemain, le lundi 26 janvier lors d'une AG à la reprise du piquet de grève.

Au huitième jour de grève, 6 jours de piquet, il fait froid, les mines sont marquées. En assemblée générale et à une large majorité, est voté la fin de la grève et l'activité reprend le mardi 27 janvier, dès 7h30.

Nous avons obtenu lors de ce mouvement:

- la modification de l'accord sur la prime d'assiduité, qui devient individuelle pour les salariés.
- La construction d'un plan de recrutement sur les postes et métiers en tensions.
- Une augmentation des salaires pour tout le monde de 75€ nets/mois, ce qui représente 900€ nets/an.
- La prise en charge par l'employeur de 50 % des jours de grève, pour les 50 % restants, les salariés pourront poser des CP ou des heures du compteur car nous sommes en annualisation du temps de travail.

La lutte paie, c'est en collectif, ensemble en restant unis et solidaires que l'on gagne des batailles !

Cédric Beauvais, DS CGT Polyclinique de Picardie

USA/Minneapolis : il est possible de faire reculer les gouvernements, les politiques racistes envers les travailleurs immigrés.

Ce qui s'est passé à Minneapolis est un élément majeur qui peut inspirer tous les militants attachés à la défense de tous les travailleurs, quelle que soit leur origine, et par delà les frontières.

Aux USA, c'est une large part des travailleurs et des jeunes, indignés par la chasse à l'immigré organisée par les forces de l'ICE au service de Trump, barbouzes encagoulés et armés, qui déboulent dans les entreprises, les domiciles privés, pour organiser de vastes rafles de migrants.

Des centaines de milliers de migrants, qui fuient la misère de leurs pays, travaillent pour l'immense majorité d'entre eux, ont déjà été renvoyés après parfois un long séjour dans des camps, dans des conditions atroces.

A la suite de l'assassinat d'une jeune femme opposée à ICE, la résistance populaire qui s'est organisée par en bas, s'est encore accrue. La population s'organise, se rassemble, se coordonne pour mettre en échec les rafles ignobles.

Et pour la première fois, Trump, qui mène aux USA des attaques sans précédents contre les droits des travailleurs, a du reculer. Après avoir tenté de maintenir coûte que coûte son opération, ICE a quitté Minneapolis.

Cela peut nous inspirer aussi en France : il est possible de résister à la circulaire Retailleau, à la politique de Macron inspirée de l'extrême droite, qui lui aussi, maintient dans la clandestinité et dans des conditions d'exploitation, de peur, des centaines de milliers de travailleurs migrants et leurs familles.

Des migrants qui fuient le désastre dans leurs pays organisé par la France et les grands impérialismes, qui poursuivent le pillage de leurs pays, notamment en Afrique.

L'union européenne et le gouvernement français font ils vraiment mieux que Trump ? L'UE vient d'adopter un texte proposant le renvoi systématique dès la constatation d'une présence «irrégulière» sur le territoire européen, et proposant de renvoyer les migrants dans des camps, situés hors de l'UE ! Externaliser au Maroc ou en Egypte, moyennant rémunération de ces Etats, des dizaines de milliers de migrants dans des camps de rétention, voilà le nouveau projet.

Dans le département de la Somme, ce sont des dizaines de travailleurs en situations irrégulières qui franchissent les portes de la bourse du travail, tous les mois. Qui font part de situations de surexploitations. Une face émergée d'un problème caché bien plus large. La clandestinité à laquelle les politiques anti migrants les contraignent, bien souvent les contraignent à endurer l'inacceptable : pas de rémunération qui arrive parfois pendant des mois, heures supplémentaires non rémunérées, licenciements sauvages... Le tout dans la crainte d'une OQTF qui peut à tout moment les voir expulsés. Quand à ceux qui travaillent et vivent ici depuis longtemps en situation régulière et veulent acquérir la nationalité, c'est désormais un questionnaire hyper complexe qui les attend. Avec des questions auxquelles la plupart des français, même bardés de diplômes, seraient incapable de répondre.

Pour tous ceux qui veulent lutter pour l'égalité des droits, contre le sort indigne qui leur est fait, un collectif qui leur vient en aide est ouvert à tous les militants qui veulent s'y investir.

Kévin Crepin, SG UD Somme



Hommage à nos camarades disparus

2 camarades nous ont quittés... Tout au long de leur vie, **Françoise et Serge ont apporté à la CGT sans compter, en toute humilité et discrétion.**

Françoise Varlet à l'état civil, mais c'était simplement Françoise pour toutes celles et ceux qui pendant des dizaines d'années ont mis une voix, une écoute, une disponibilité, un visage fraternel sur notre CGT en Somme.

Elle a su travailler en harmonie avec des personnalités très diverses et aux caractères bien trempés. Daniel Lemaire, Gérard Corselle, Patrick Joan, Christophe Saguez, nos anciens premiers responsables de l'UD, savaient pouvoir lui laisser les « clés de la bourse », quand, souvent l'activité militante les amenaient aux quatre coins du département et bien au-delà !

Sa discrétion et sa modestie ont fait d'elle une confidente qui en toute simplicité, a permis de panser des plaies et de régler des questions difficiles. Avec son mari Jacques et son fils François, elle s'intégrait pleinement dans la famille CGT de la Bourse du travail d'Amiens. Nicole Richard, la responsable de l'entretien des locaux et Françoise cultivaient une chaude complicité pour que notre maison CGT rayonne au quotidien... Et un petit café, un thé, une sucrerie partagés, une petite décoration, un geste égayaient notre quotidien.

Là, les routes de Serge et de Françoise ont convergé...

Serge, Serge Carette, un métallo d'Albert, de prime abord rugueux mais fraternel, a été un des militants d'AMO (Albert Machines Outils), avec notamment ses camarades Hugues Specq, José Massaïd et Max Diot qui ont animé un syndicat CGT où plus de 80% des salariés étaient syndiqués.

La qualité de leur vie syndicale collective a permis de sacrées luttes. L'affaire de barils, prétendument plein d'acide, à déverser dans les égouts de Paris, avait braqué les projecteurs sur leur entreprise... Et le redémarrage de l'entreprise sous le sigle UNAMO avait marqué l'époque !

Serge avait été appelé à prendre des responsabilités au bureau de la fédération CGT des métaux. Mais quand le monde de l'argent entend liquider des secteurs comme celui de la machine-outil...

Puis, la fédération se réorganisant, Serge s'est reconverti dans le tourisme social, avec au cœur pour un réel droit aux congés payés pour tous.



Quand les aléas de ce secteur, l'ont mis au chômage, ses capacités militantes et professionnelles lui ont permis d'être embauché au CERESP (Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales), outil de la CGT Picardie. Là, accompagné de Roger Roucoux, son prédécesseur et ancien premier secrétaire général de la CGT Picardie, sous la houlette de Daniel Volckcrick, Serge s'est donné à fond. Au-delà des cahiers trimestriels, il a développé toute une série de formations accompagnées de documentations. Ce fut une aide substantielle pour nombre de CE où était implantée la CGT.

Dans cette dernière partie de vie active, Serge et Françoise ont partagé, avec les thés du jour, des échanges sur les voyages, le bien manger, le jardinage, les petits oiseaux et mille autres anecdotes.

Chaque semaine, Serge amenait un bouquet de fleurs de son jardin. Aussi, à la retraite, tout en continuant à être syndiqués, les deux se sont tournés vers LSR où leur gentillesse a rencontré un large écho.

Parallèlement Serge au travers de l'office des sports d'Albert suivait le parcours de ses petits enfants et Françoise gâtait les siens tout en s'occupant de sa maman atteinte d'Alzheimer. Puis la maladie les a rattrapés et leurs échanges réguliers se sont poursuivis par téléphone jusqu'à la disparition de Serge...

Deux vies bien remplies où Françoise et Serge nous ont apporté une immense richesse. C'est un honneur pour la CGT d'avoir eu de si belles personnes syndiquées. Nous ne les oublierons pas.

Jacques Verdon, USR, CFC



Relaxe pour Jean Paul Delescaut secrétaire général de l'Union Départementale CGT 59

Victoire pour les Libertés Syndicales !

Retrouve le communiqué intégral en ligne

<https://drive.proton.me/urls/3MA9YQXXYO#tvJO4VSri38l>



Suite à un communiqué contre les attaques du 7 octobre en Israël, le secrétaire général arrêté, était poursuivi pour apologie du terrorisme et provocation à la haine antisémite.

Après une condamnation en première instance, Jean Paul Delescaut est relaxé en appel pour les faits qui lui étaient reprochés.

Comme le précise le communiqué de l'UD 59 : **« la CGT a toujours été un mouvement engagé pour la paix des peuples et opposé à toute forme de violence...Le débat politique ne devra faire l'objet d'une instrumentalisation pour des considérations de disqualification politique d'une organisation syndicale ou d'une association. »**

Congrès du syndicat CGT CHIBS

Le congrès de notre syndicat CGT du CHIBS s'est tenu le 5 Février 2026 dans un contexte où l'hôpital public et les droits des agents restent fortement attaqués. Ce moment important de la vie démocratique de notre organisation a **permis de dresser le bilan du travail mené ces dernières années, d'échanger sur les difficultés rencontrées par les agents et de définir les orientations pour la période à venir.**

A l'issue de ce congrès, une nouvelle Commission exécutive locale a été élue. Renouvelée et déterminée, elle se veut dynamique, combative et pleinement engagée pour défendre les intérêts des agents, leurs conditions de travail et préserver un service public hospitalier de qualité.

Dans un contexte d'attaques répétées contre l'hôpital public, que ce soit au niveau gouvernemental ou local, plus que jamais **la CGT sera aux côtés des agents pour résister, porter les revendications, défendre l'hôpital public et construire les mobilisations nécessaires pour gagner de nouveaux droits.**

Tout en pensant aux élections professionnelles en Décembre 2026.

ENSEMBLE POUR GAGNER LES ELECTIONS, VIVE LA CGT

Amélie Dautriche, CGT CHIBS, membre CE UD





Manif 02 décembre 2025, soutien
à Jean Paul Delescaut à Douai





Manif du 02 décembre contre le budget d'austérité





Rassemblement du 12 février de
la CGT Educ'ation





8 mars à Amiens : journée
internationale des droits des
femmes





La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec **des contrats sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ Contactez-nous : partenariat@macif.fr



La Macif,
c'est **vous.**

Crédit photo : Ryan Lees / Hoxton / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.



JEUDI 2 AVRIL

Les RETRAITÉ·ES

SE SONT FAIT ENTENDRE !

à AMIENS et dans toute la France



La CGT a appelé les retraité·es à participer aux initiatives sur tout le pays dans l'unité avec FSU, Solidaire et les associations LSR, FGR-FP et UNRPA.

Le social au cœur des résistances et mobilisations !

Dans un contexte politique national et international qui cultive la peur, qui pousse au repli, à l'abandon, bien vivre sa retraite reste déterminante pour les retraité·es.

Pensions-retraites : on veut de quoi VIVRE !

Avec une augmentation des retraites de base de 0,9 % au premier janvier 2026 (au titre de l'inflation de l'année 2025) et de 0 % de la complémentaire retraite AGIRC-ARRCO, patronat, politiciens voudraient nous faire croire que les retraité·es sont non seulement privilégié·es, mais aussi responsables du déficit de la France.

La réalité est que 60 % des 17 millions de retraité·es touchent moins que le Smic, que 30 % sont sous 1 000 € dont 74 % de femmes.

Le Medef se dit prêt à discuter d'une éventuelle augmentation de l'Agirc-Arrco, pour 2027, en échange d'une réduction de 1 milliard des indemnités chômeurs.



Ce chantage est inacceptable. Pas d'« année blanche » en 2026 pour les retraité·es. Le gouvernement, lui, n'abandonne pas sa volonté d'économiser 5 milliards € sur notre dos ; gel des pensions de base d'ici 2030, suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour 11 millions de retraité·es, augmentation de la CSG.

L'UCR-CGT s'oppose à toute diminution du pouvoir d'achat des retraité·es. Elle revendique une revalorisation immédiate de toutes les pensions de 10 %, comprenant les pertes cumulées depuis 2020 avec augmentation des minimas de pensions (Mico) de 300 €.

Sécu et système de santé : nous avons de vraies solutions !

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026 entraîne un budget ne répondant pas aux besoins d'accès à la santé. Avec une augmentation de 3 % alors que les besoins nécessitent plus de 5 % pour maintenir système de santé et hôpitaux publics. Ce sera des suppressions de lits, de soignants, de médecins...



L'UCR-CGT revendique l'urgence d'une Sécurité sociale avec un budget à la hauteur des besoins qui :

- Permette l'accès aux soins à toutes et tous
- Réponde au défi du vieillissement de la population (30 % de retraité·es en 2050).

Le droit à l'autonomie des personnes âgées nécessite d'urgence 200 000 embauches en Ehpad et 100 000 pour l'aide à domicile pour des soins de qualité.

Pour des services publics qui répondent aux besoins !

Il faut des services publics de proximité, avec du personnel en nombre et formé.

Les besoins dans la santé, l'action sociale, la petite enfance, les transports collectifs, ... nécessitent un accès pour toutes et tous avec le maintien des accueils physiques.

Face à l'appauvrissement de la population, et des retraité·es,

aux revendications sans réponse

de la part des pouvoirs publics

et d'un patronat avide d'exonérations sociales et aides publiques,

Jacques Verdon, USR, CFC

NAO 2026 Bonduelle : ce ne sont pas des mercis qui payent les factures !

Cette année encore nous avons eu de **biens
tristes Négociations Annuelles
Obligatoires.**

Avec un plan de casse sociale mis en route en 2025 où les salariés ont dû affronter un PSE dans le secteur « salade fraîche » = **160 salariés sur le carreau**, une restructuration avec un plan de départs volontaires = **30 salariés sur le carreau**, des démissions massives dû à la pression, une rupture conventionnelle collective au siège social = **40 salariés sur le carreau**. Autant dire que le décor est planté...

Nos NAO comme beaucoup d'autres se sont déroulées avec **la traditionnelle séance de pleurs de la Direction** : une pression économique forte, une situation préoccupante, une compétitivité à conserver tout en réduisant les coûts.



Tout est dit, il ne faut pas s'attendre à grand-chose pour les salaires ... Tout en reconnaissant les performances réalisées et l'engagement des équipes à coup de Merci ! et d'applaudissements ...

Bref de **la poudre aux yeux pour minimiser qu'ils ne vont surtout pas donner grand-chose !**

Après plusieurs propositions où une légère intersyndicale s'est construite, la Direction a finalement obtenu les signatures de la CFTC, CFDT et CFE CGC à coups de miettes (0,1 en 0,1) et d'une prime complètement discriminatoire, 1% en augmentation générale et 0,2% en augmentation individuelle.

Nous n'avons pas signé cet accord, nous sommes restés droit dans nos bottes, fidèles à nos convictions et notre ligne de conduite. **La situation du Groupe Bonduelle est peut-être compliquée mais ce n'est pas une raison pour brader nos salaires !**

Sébastien Grimaux, SG UL Péronne



Communiqué de l'intersyndicale des journalistes locaux



Municipales : le RN de la Somme perd son sang-froid contre la presse locale

Depuis quelques jours, le **Courrier Picard** fait l'objet d'attaques conjointes venues du député RN de la Somme Jean-Philippe Tanguy, du candidat RN à la mairie d'Amiens Damien Toumi, ou encore du média d'extrême droite Frontières. Son tort ? Avoir relaté, comme le reste de la presse locale, la visite expresse de Jordan Bardella dans la capitale picarde, le 5 mars dernier, venu soutenir un parti à la peine après les révélations de la présence d'une colistière ouvertement pétainiste à Amiens et d'un colistier auteur de publications islamophobes sur Facebook à Abbeville, deuxième ville du département.

La meilleure défense étant l'attaque, le parti d'extrême droite a d'abord reproché au Courrier Picard d'avoir révélé le lieu de la conférence de presse de Jordan Bardella, car il s'agissait d'un "événement privé" selon M. Toumi. Dans ce cas, au nom de la discrétion, M. le député Jean-Philippe Tanguy n'aurait pas dû relayer ledit article du Courrier Picard avec un "Bienvenue dans la Somme M. le Président !" sur sa propre page Facebook. Le lieu initialement choisi ayant démenti "accueillir tout événement politique", le RN s'est rabattu sur un bar situé au pied de la Tour Perret, monument emblématique d'Amiens, juste devant la gare. Un attroupement important de supporters et d'opposants s'est formé. **Si le RN de la Somme veut jouer la discrétion, nous lui suggérons la prochaine fois d'éviter le centre-ville d'Amiens et de ne pas annoncer la venue de Jordan Bardella sur ses réseaux sociaux et militants.**

Conscientes, sans doute, du ridicule d'un tel reproche, les attaques de l'extrême droite tentent, ces dernières heures, d'allumer un contre-feu en mettant en cause une colistière de la liste menée par le candidat socialiste à Amiens. Ils l'accusent d'avoir tenu des propos antisémites en 2015 et reprochent au Courrier Picard de ne pas en parler. "Aucun mot dans la presse locale" s'insurge le "média" Frontières, sans doute peu habitué à vérifier ses informations. En effet, cela a pourtant fait l'objet de plusieurs articles du journal en octobre 2017, date où la polémique a surgi, comme l'atteste une simple recherche sur internet. Dans quelle mesure cela s'appelle-t-il "valoriser une candidate", comme le prétend M. Tanguy ?

Non, il n'y a aucune "haine du Courrier Picard envers le RN" (dixit M. Toumi), seulement un travail factuel qui semble incommoder le parti d'extrême droite. Oui, cela pose un "véritable problème démocratique" (dixit M. Toumi) de voir des cadres du RN **ignorer les faits, jouer les effarouchés et lancer des attaques sur les réseaux sociaux**, véritable terrain de jeu pour les cyberharceleurs de tout poil. Cela s'ajoute aux attaques de M. Jean-Philippe Tanguy contre les médias publics locaux, ICI Picardie et France 3 Picardie, accusés il y a quelques mois d'être l'"Inquisition" et soumis eux aussi aux pressions du RN en cette période électorale. **Le RN de la Somme a manifestement un problème avec les médias locaux. Nous lui répondons que la presse locale n'est pas le paillason du RN !**

Amiens, le 9 mars 2026



Lafleur : quel lien avec la CGT ?

RADIO-LAFLEUR était la radio "interdite" de l'UD CGT Somme, alors dirigée par notre camarade Gérard Corselle, elle a contribué à la préparation et à la couverture médiatique de la « Marche sur Amiens ». Cela répondait à un impérieux besoin d'information des travailleurs.

C'était aussi s'attirer les foudres du pouvoir qui, sous couvert de défendre le service public d'information, n'a pas hésité à faire investir par les forces de police les locaux de la Bourse du Travail pour faire taire et saisir les instruments d'émission.

Leur forfait a échoué. LAFLEUR, après s'être acquitté de sa tâche avec succès, dès la fin de la manifestation (et juste avant l'arrivée de la police) avait encore joué un « bon tour aux gendarmes » : la police arrive... Une pirouette, un pied-de-nez ... il est déjà parti !!

Faute de mieux, on s'en prendra à des militants C.G.T. qui seront arrêtés, mais relâchés face à la manifestation de protestation spontanée. Radio Lafleur continuera à diffuser plusieurs années.

Lafleur, c'est aussi la marionnette picarde, c'est le laquais, qui se rebelle face aux puissants. A l'heure où les lois liberticides se multiplient, où le droit de manifester est remis en cause, revendiquer l'héritage de Lafleur, c'est réaffirmer qu'à la CGT, On ne nous fera pas taire.



J-M Faucillon

R Lamps



Bourse du travail
24 rue Frédéric Petit
80000 Amiens
03.22.71.28.70

udcgtssomme@proton.me
Directeur de publication
Kevin Crepin

